Questes

Revue pluridisciplinaire d'études médiévales

24 | 2012
L'identité

L'identité : introduction

Cécile Becchia et Diane Chamboduc de Saint Pulgent

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questes/2948>

DOI : 10.4000/questes.2948

ISSN : 2109-9472

Éditeur

Les Amis de Questes

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2012

Pagination : 1-26

ISSN : 2102-7188

Référence électronique

Cécile Becchia et Diane Chamboduc de Saint Pulgent, « L'identité : introduction », *Questes* [En ligne], 24 | 2012, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questes/2948> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questes.2948>

Introduction

Cécile BECCHIA

et Diane CHAMBODUC DE SAINT PULGENT

Le mot « identité » connaît en français moderne une multitude de sens qui soulignent la complexité de ce concept. Il est ainsi possible de distinguer comme significations le fait, pour deux entités différentes, d'être identiques, celui de ne représenter qu'une seule et même réalité, de demeurer égal à soi-même dans le temps, ou encore ce qui permet la reconnaissance et l'identification de tout individu par une autorité extérieure. D'après le *Trésor de la langue française*, le terme « identité » apparaît en ancien français dans les premières années du XIV^e siècle dans le poème *Pamphile et Galatée* de Jehan Bras-de-Fer de Danmartin en Gouelle¹. L'auteur y désigne par ce terme « ce qui fait qu'une chose, une personne est la même qu'une autre, qu'il n'existe aucune différence entre elles »². Le *Dictionnaire du Moyen Français* repère un emploi similaire chez Oresme, dans une traduction de l'*Éthique* d'Aristote, vers 1370 et un autre dans une *Somme abregiet de Théologie* vers 1477-1481³. Ces emplois dérivent du mot latin *identitas*, qui désigne « le caractère de ce qui est identique » et est apparu au IV^e siècle chez des auteurs chrétiens à partir du latin classique *idem*, « le même ». Les usages médiévaux de ce terme ont donc un sens beaucoup plus restreint que nos emplois actuels et désignent ce qui rapproche et rend identique plutôt que ce qui distingue.

¹ « Jouvens, virtus, possession / Vous preuvent d'une equalité, / Que s'en sieut, par identité, / Que semblable estes, sans plus dire, / Fors d'amours » (JEHAN BRAS-DE-FER, *Pamphile et Galatée*, Joseph DE MORAWSKI (éd.), Paris, Champion, 1917, v. 1152-1156).

² Entrée « identité », in *Le Trésor de la Langue Française informatisé*, édition électronique, Cnrs éditions, 2004 (<http://atilf.atilf.fr/>).

³ Robert MARTIN, entrée « identité », in *Dictionnaire du Moyen Français (1330-1500)*, Robert MARTIN et Bernard COMBETTES (dir.), Nancy, ATILF, 2010 (<http://www.atilf.fr/dmf>).

Si l'identité est depuis longtemps un sujet de réflexion riche et fructueux en philosophie, ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale qu'elle est devenue un thème de recherche pour les sciences sociales. Aux États-Unis en particulier, le discours scientifique sur l'identité s'est développé à partir des années 1960, suivant une perspective constructiviste et interactionniste. Son succès analytique fut d'autant plus prononcé que ce thème entraînait en résonnance avec le contexte politique des années 1960, et en particulier avec la montée en puissance des revendications de groupes se définissant grâce à des critères comme le genre, l'appartenance ethnique, la religion ou encore les pratiques sexuelles, et non plus par leur position dans le système productif ou par leur situation socio-économique. Les acteurs des différents mouvements d'émancipation de cette époque se sont emparés de ce concept, au point de faire aujourd'hui de la revendication identitaire un des points nodaux de la rhétorique politique contemporaine. D'emblée, la dualité d'usage du concept d'identité, à la fois catégorie d'analyse et catégorie pratique, s'est également traduite par une dualité de sens. Les premiers emplois scientifiques du terme privilégiaient en effet une approche constructiviste et interactionniste de cette notion, centrée sur l'individu, où l'identité de chacun serait le fruit d'une construction progressive, liée intimement à sa trajectoire personnelle et aux rencontres faites tout au long de son existence, donc unique, fragile et en perpétuelle évolution. Les emplois politiques du terme au contraire ont figé la notion d'identité dans une acception réifiante et essentialisante qui en faisait une donnée intangible et immuable, désignant ce qui est supposé préexister en chacun de nous et nous intégrer à un groupe. La sociologie critique s'est depuis longtemps emparée de cette ambiguïté fondamentale du concept pour en dénoncer l'emploi⁴. L'opposition entre une acception dite « dure »

⁴ Cf. Martina AVANZA et Gilles LAFERTÉ, « Dépasser la “construction des identités” ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, 61 (décembre 2005), p. 134-152,

du terme identité, alors dénoncé comme réifiant et essentialisant, et une définition dite « molle », insistant sur la fluidité, la multiplicité, voire les contradictions propres à l'identité de chacun, divise le champ des sciences sociales lui-même. Certains chercheurs vont d'ailleurs jusqu'à dire que cette ambiguïté brouille le sens de ce concept et le rend donc inopérant sur le plan scientifique.

Malgré ces difficultés, et en particulier malgré la distance existant entre le discours des sciences sociales sur les identités au Moyen Âge et la conception médiévale profondément chrétienne de l'identité, pour laquelle le seul fondement identitaire valable est conféré par le baptême et dont le discours se situe au niveau du corps chrétien uni par cette communion et définit ce qui est identique sans chercher à distinguer ce qui est singulier sauf pour mettre en ordre une Création harmonieuse, l'identité reste un concept opératoire de grande portée pour interroger les sociétés médiévales. Elle s'inscrit en particulier dans l'axe des recherches s'intéressant à l'individu au Moyen Âge⁵ et permet d'aborder la question des rapports de ce dernier au groupe, que celui-ci ait une définition étique ou émique.

et Rogers BRUBAKER, « Au-delà de l'“identité” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, 3 (2001), p. 66-85.

⁵ Cf. Colin M. MORRIS, *The Discovery of the Individual, 1050-1200*, Londres, S.P.C.K. for the Church Historical Society, 1972 ; Jean-Claude SCHMITT, « La “découverte de l'individu” : une fiction historiographique ? », in Paul MENGAL et Françoise PAROT (dir.), *La Fabrique, la Figure et la Feinte. Fictions et statuts des fictions en psychologie*, Paris, J. Vrin, 1989, p. 213-236 (repris dans Jean-Claude SCHMITT, *Le Corps, les rites, les rêves, le temps. Essais d'anthropologie médiévale*, Paris, Gallimard, 2001, p. 241-262) ; *L'Individu au Moyen Âge. Individuation et individualisation avant la modernité*, Brigitte-Miriam BEDOS-REZAK et Dominique IOGNA-PRAT (dir.), Paris, Aubier, 2005.

Identité de l'être et ipséité

« Être unique »⁶. L'identité individuelle, pensée comme ipséité – capacité d'un individu à se penser lui-même et à revendiquer son identité singulière⁷ – semble impliquer une unité synchronique et diachronique. Or, cette unité, qui fonde en philosophie contemporaine l'identité, permanence dans le changement manifeste et unité dans la diversité manifeste⁸, pose problème. Quelle identité y a-t-il en effet entre le vieillard et le petit enfant qu'il a été ? Le corps, support visuel de l'identité, a changé au point que l'on ne peut souvent le reconnaître, tandis que le rôle social et familial s'est transformé : l'apprenti est devenu le maître, le fils est devenu le père, l'héritier le propriétaire. Les identités personnelles supposent une permanence que contredisent les évolutions portées par le temps et par la succession des âges de la vie, qui influencent successivement la façon dont l'individu se comporte et se définit. Les sciences sociales se sont particulièrement intéressées à cette question de l'influence des cycles de vie sur les trajectoires individuelles et familiales, notamment pour ce qui concerne les femmes⁹. Leur prise en compte permet par exemple d'étudier la variété et le poids des statuts juridiques qu'une femme du Moyen Âge pouvait connaître au cours de son existence, à mesure qu'elle passait des mains de son père à celles de son mari, puis éventuellement à celles de ses fils en cas de veuvage. De la même façon, l'étude de catégories comme celle des « jeunes », qui désignait un état d'infériorité sociale plus qu'un âge

⁶ Ainsi pourrait-on traduire de l'allemand le premier terme de l'ouvrage *Unverwechselbarkeit : Persönliche Identität und Identifikation in der vormodernen Gesellschaft*, Peter VON MOOS (dir.), Cologne/Weimar/Vienne, Böhlau, 2004.

⁷ Cf. Paul RICŒUR, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990.

⁸ Avrum STROLL, entrée « Identity », in *Encyclopedia of Philosophy*, New York, MacMillan, 1967, vol. IV, p. 121-124.

⁹ Cf. Marianne DANNEEL, « Gender and the Life Course in the Late Medieval Flemish Town », in Wim BLOCKMANS, Marc BOONE et Thérèse DE HEMPTINNE (dir.), *Secretum Scriptorum. Liber alumnorum Walter Prevenier*, Louvain, Apeldoorn, 1999, p. 225-233.

véritable, ont donné lieu à des analyses dynamiques et fructueuses sur les conflits de générations au Moyen Âge mais aussi sur le contenu réel de ces assignations identitaires ambiguës, à une époque où les phases de crises aigües se manifestaient par une concurrence accrue autour des postes d'influence politique mais également autour des femmes à marier, par exemple lors des derniers siècles du Moyen Âge¹⁰.

Cette difficulté, née du décalage entre la permanence impliquée par le concept d'identité et les évolutions liées au passage du temps, peut toutefois être résolue si l'on considère que les identités ne constituent pas une donnée immuable mais qu'au contraire « l'axe du temps est essentiel à leur définition »¹¹. Dès lors qu'elles sont définies comme des constructions en constante évolution, dès lors qu'on se rappelle qu'elles nécessitent un apprentissage qui se fonde sur l'épaisseur d'un passé personnel et collectif, alors le temps n'est plus ce qui sépare dans la durée l'individu de lui-même, mais ce qui fonde au contraire son identité, somme de ces identités révolues. Celle-ci n'a donc finalement de sens que si elle se conçoit dans le temps : pensée par rapport à un passé qui la nourrit, achevée à la fin d'une existence, elle se projette également vers l'avenir lorsqu'elle organise sa mémoire¹².

Mémoire et écriture de soi

L'identité au Moyen Âge se nourrit d'histoire, que celle-ci soit fictionnelle ou fondée dans les faits. Dès les premiers siècles du

¹⁰ Cf. Bernard GUENÉE, « L'âge des personnes authentiques ; ceux qui comptent dans la société médiévale sont-ils jeunes ou vieux ? », in Françoise AUTRAND (dir.) *Prosopographie et genèse de l'État moderne*, Paris, ENSJS, « Collection de l'École normale supérieure de jeunes filles », 30, 1986, p. 249-279.

¹¹ Jean-Claude SCHMITT, « Conclusions », in *Unverwechselbarkeit...*, *op. cit.*, p. 429-437 (cit. p. 431).

¹² Cf. *Autour des morts : mémoire et identité*. Actes du V^e colloque international sur la sociabilité (Rouen, 19-21 novembre 1998), Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen, 2001.

Moyen Âge, l'identité des populations barbares composites qui se partagent les ruines de l'Empire romain se fige dans des narrations qui mêlent récits légendaires des origines et chroniques des règnes des premiers souverains. Les recherches menées sur l'ethnogenèse des principaux de ces groupes ont en effet souligné leur absence d'homogénéité ethnique et culturelle. Les peuples barbares avaient d'abord été identifiés comme les diverses branches d'une même tribu qui se seraient séparées au fur et à mesure des différentes phases de ce qu'on a appelé « les grandes invasions »¹³. Il est depuis apparu que ces groupes n'ont pas préexisté aux mouvements qui les ont vus entrer dans l'Empire, mais se sont au contraire constitués pendant leur migration, au contact des populations d'Europe centrale croisées sur leur route¹⁴. Il ne s'agissait donc pas de peuples ethniquement homogènes, mais d'agréats plus ou moins cohérents de peuplades rassemblées de manière contingente, comme en témoigne par exemple l'étymologie du nom des Alamans, que l'on peut rapprocher de l'Allemand *alle Mannen*, « tous les hommes ». Il semble même que la dominante guerrière propre aux vertus exaltées par ces groupes soit également le fruit des migrations où le combat, d'épisodique, devint une réalité quasi permanente. Aussi, l'identité collective de chacun de ces peuples, loin d'avoir été une donnée originelle préexistant à leur constitution, appuyée sur une communauté ethnique, linguistique et culturelle, s'est-elle forgée, au gré des circonstances, en même temps que ces groupes se constituaient, et a-t-elle continué à évoluer au contact des populations romaines une fois ces peuples installés dans l'Empire. L'exemple des Francs, dont l'ethnogenèse ne s'est véritablement achevée qu'au cours du règne de Clovis, soit près de trois siècles après leur

¹³ Une présentation très claire de l'évolution historiographique sur ce sujet pourra être trouvée dans Stefano GASPARRI, *Prima delle nazioni. Popoli, etnie e regni fra Antichità e Medioevo*, Rome, Carocci, 1997.

¹⁴ On pourra lire également avec profit *Strategies of Distinction. The Construction of Ethnic Communities, 300-800*, Walter POHL et Helmut REIMITZ (dir.), Leyde, Brill, 1998.

installation aux frontières de la Gaule dans la province de Belgique Seconde, est particulièrement éclairant à ce sujet. Ces identités collectives ne se sont donc véritablement forgées qu'assez tardivement, au début du Moyen Âge, dans diverses histoires nationales qui, en mêlant récit des origines et chroniques des règnes des premiers souverains, se sont efforcées d'imposer comme motif littéraire et politique la particularité de chacun des peuples envisagés. Les *Dix Livres d'Histoire* de Grégoire de Tours, mieux connus sous le titre d'*Histoire des Francs*, sont à cet égard exemplaires¹⁵. Ils se présentent comme une histoire du monde de sa création jusqu'au VI^e siècle. Écrits dans une perspective eschatologique, ils livrent un récit des règnes des premiers mérovingiens marqué par la perspective religieuse de Grégoire. Ce dernier choisit de mettre particulièrement en valeur tous les événements qui font des Francs un peuple chrétien. Le règne de Clovis prend alors une importance particulière, en raison du baptême du souverain franc interprété comme l'acte de naissance de son peuple et de son royaume. L'identité « franque » est donc toute entière définie par cet acte fondateur qui en fait le premier peuple barbare à avoir échappé à l'hérésie arienne et à s'être converti au christianisme. Clovis devient ainsi l'héritier légitime de Constantin et le royaume franc celui de l'Empire romain. D'autres récits de l'époque mérovingienne creusent cette dimension en affirmant que les Francs seraient un peuple de Pannonie dont le royaume aurait été fondé par des exilés de Troie, et en renforçant ainsi l'idée de leur lien particulier avec Rome.

Cassiodore, Jordanès et Isidore de Séville pour les Goths, Bède le Vénérable pour les Anglo-Saxons et Paul Diacre pour les Lombards ont également participé à ce mouvement d'écriture des identités nationales des peuples barbares. Les différentes gestes ainsi élaborées ont presque toutes

¹⁵ GRÉGOIRE DE TOURS, *Histoire des Francs*, Robert LATOUCHE (trad.), Paris, Les Belles Lettres, 1963-1965 (2 vol).

comme point commun de faire de la conversion à l'orthodoxie chrétienne un moment fondateur de ces différentes constructions identitaires. Mais ces textes semblent viser autant, si ce n'est plus, la transmission d'une mémoire qu'un regard rétrospectif sur les origines. *L'Histoire des Goths* d'Isidore de Séville¹⁶ construit ainsi l'image d'une rencontre amoureuse entre un peuple, les Wisigoths, et une terre, l'Espagne, qui se concrétise dans une expérience politique originale, dont il s'agit de faire l'éloge, le *regnum Gothorum*. De manière encore plus radicale, Paul Diacre, dans son *Histoire des Lombards*¹⁷, choisit de transmettre la mémoire d'un peuple qui vient d'être vaincu par les Francs. Il semble écrire son texte pour Grimoald III, nouveau duc de Bénévent, entre autres pour l'encourager à rester un allié fidèle des récents vainqueurs. Il fait au passage l'éloge des rois Grimoald I^{er}, celui qui a converti le peuple lombard au christianisme, et Liutprand, modèle de bon roi et législateur avisé, pour que leurs exemples et leurs valeurs servent à l'instruction du jeune duc. Paul Diacre mêle donc mythologie des origines – quand il reprend des récits antérieurs pour affirmer que les Lombards viendraient de Scandinavie et auraient tiré leur nom, « longue barbe », de leur victoire contre les Vandales, où leurs femmes avaient laissé tomber leurs cheveux devant leur visage, comme une barbe, pour impressionner le dieu Wodan – et récit historique pour construire la mémoire du peuple lombard, destinée à être transmise aux générations futures.

La construction puis la transmission d'une mémoire collective dans un but d'affirmation identitaire ne sont pas pour autant l'apanage exclusif des grands royaumes barbares durant les premiers siècles du Moyen Âge. Les autres centres de pouvoir, comme les grands monastères ou les grands évêchés, s'efforcent également de compiler les traces de leur histoire pour

¹⁶ ISIDORE DE SÉVILLE, *Histoire des Goths, des Vandales et des Suèves*, Nathalie DESGRUGILLERS-BILLARD (trad.), Clermont-Ferrand, Paléo, 2010.

¹⁷ PAUL DIACRE, *Histoire des Lombards*, François BOUGARD (trad.), Turnhout, Brepols, 1994.

les transmettre à la postérité, dans un but à la fois pragmatique, pour s'assurer que tous connaissent leurs droits et privilèges, et politique, pour accroître leur prestige grâce au souvenir d'une fondation glorieuse ou par le biais de reliques prestigieuses. Les grandes familles de l'aristocratie du Haut Moyen Âge accordent également une importance capitale à l'élaboration puis à la transmission de la *memoria* familiale qui leur permet d'établir une identité commune à tous leurs membres. Comme cela a été bien montré¹⁸, cette tâche est considérée comme l'une des prérogatives féminines. Les épouses, chargées de l'éducation des jeunes enfants, se doivent de transmettre le souvenir des ancêtres illustres en même temps que les valeurs des grandes familles aristocratiques. Le célèbre *Liber manualis* de Dhuoda, rédigé entre le 30 novembre 841 et le 2 février 843 par la femme de Bernard de Septimanie, dont le père était cousin germain de Charlemagne, en est bien sûr l'exemple le plus connu¹⁹. Il s'agit du seul témoignage conservé d'une écriture féminine qui prend dans sa préface et dans ses derniers chapitres une dimension autobiographique, quand Dhuoda raconte en quelques lignes les traits marquants de son existence à son fils Guillaume, envoyé par son père à la cour de Charles le Chauve. Le *Manuel* vise à lui transmettre les grands principes éducatifs qui lui restent encore à acquérir afin qu'il puisse forger sa propre identité, alors qu'éloigné de sa mère, Guillaume ne peut plus en recueillir directement l'enseignement. Une bonne partie du texte est donc consacrée à la transmission de la mémoire familiale et de l'histoire de ses ancêtres au jeune homme. Ces derniers apparaissent comme des modèles à imiter en des temps politiques troublés, alors que les alliances familiales anciennes orientent les postures présentes. Mais la transmission de la mémoire familiale, qui prend chez Dhuoda une

¹⁸ Cf. Isabelle RÉAL, *Vies de saints, vie de famille. Représentation et système de la parenté dans le royaume mérovingien (481-751) d'après les sources hagiographiques*, Turnhout, Brepols, 2001.

¹⁹ DHUODA, *Manuel pour mon fils*, Pierre RICHÉ (éd.), Paris, Éditions du Cerf, 1997.

coloration individuelle unique, ne se limite pas à l'éducation des enfants. Elle passe aussi par le culte des morts qui, dans les premiers siècles du Moyen Âge, est aux mains quasi exclusives des monastères et aboutit à la rédaction de livres mémoriaux, appelés *libri vitae* ou *libri memoriales*, qui contiennent les listes des noms de leurs bienfaiteurs morts ou vivants. Ainsi, les moines, qui ont pour rôle premier de prier pour le salut des âmes et du royaume tout entier, organisent-ils leur tâche d'intercession en faveur de ces familles fondatrices et bienfaitrices : la multiplication des récits de fondation et des vies d'abbés, les béatifications ou canonisations de fondateurs, la constitution de ces livres mémoriaux sont autant de signes d'un même phénomène qui fait, à l'époque carolingienne, des monastères, en particulier féminins, les dépositaires et les promoteurs de la mémoire des grandes familles aristocratiques de l'Empire²⁰.

Cet investissement de la mémoire familiale et de la représentation de soi, apanage de la haute aristocratie durant les premiers siècles du Moyen Âge, se diffuse à partir du XI^e siècle par le biais de généalogies généralement rédigées par des clercs proches des familles concernées. Jusqu'au milieu du XI^e siècle, il semble que seuls des souverains se soient adonnés à cette pratique. Par la suite, ce genre littéraire est investi par les grands seigneurs territoriaux, comme les comtes de Flandres, les ducs de Normandie ou encore les comtes de Bourgogne. Ce modèle est également reproduit par des familles beaucoup plus modestes dont l'un des membres, devenu clerc, se lance dans l'étude et l'écriture de l'histoire familiale. Lambert de Watrelos, dans ses *Annales Cameracenses*, en est un exemple particulièrement frappant²¹. Mais le phénomène reste, semble-t-il,

²⁰ Cf. Michel LAUWERS, *La Mémoire des ancêtres, le Souci des morts. Morts, rites et société au Moyen Âge*, Paris, Beauchesne, 1997.

²¹ Cf. Georges DUBY, « Structures de parenté et de noblesse : France du Nord, XI^e-XII^e siècles », in *Miscellanea mediaevalia in memoriam Jan Frederik Niermeyer*, Groningue, J. B. Wolters, 1967, p. 149-166.

minoritaire jusqu'à la fin du XIII^e siècle. Seules une vingtaine de généalogies de ce type ont en effet été conservées pour la France du Nord-Ouest aux XI^e et XII^e siècles, même si d'autres ont sans doute été perdues. À partir de la fin du XIII^e siècle, l'attention portée au passé familial et à l'écriture de soi et des siens semble toucher également les élites urbaines laïques, dont les chefs de famille commencent à rédiger eux-mêmes les célèbres livres de raison, dits *ricordanze* en italien. Les plus connus et les plus étudiés sont sans nul doute ceux qui ont été produits par le patriarcat marchand florentin, dont plusieurs centaines ont été retrouvées pour les derniers siècles du Moyen Âge²². La plupart se présentent sous la forme d'écrits hétérogènes où sont mêlés notices sur les activités économiques de la famille, comptes, mentions des naissances, des mariages et des décès, indications généalogiques et réflexions générales sur la famille et sur ses stratégies d'alliance. Ces textes reflètent l'étendue de la culture marchande de la fin du Moyen Âge²³ ainsi qu'une conscience de soi de plus en plus marquée et complexe. L'exemple du livre écrit entre 1367 et 1370 par Donato di Berto Velluti, un juriste florentin, est à cet égard particulièrement éclairant, puisque ce dernier y mêle une chronique des événements politiques auxquels il a assisté et une généalogie familiale sur huit générations, élaborée grâce à la mémoire collective et aux archives conservées par ses parents²⁴. L'avènement de cette écriture

²² Cf. Christiane KLAPISCH-ZUBER, « L'invention du passé familial à Florence, XIV^e-XV^e siècle », in *Temps, mémoire, tradition au Moyen Âge*. Actes du XIII^e congrès de la S.H.M.E.S.P. (Aix-en-Provence, 4-5 juin 1982), Aix-en-Provence, Publications de l'Université, 1983, p. 95-118.

²³ Cf. Christian BEC, *Les Marchands écrivains : Affaires et humanisme à Florence, 1375-1434*, Paris, Mouton, 1967.

²⁴ Cf. Charles-Marie de LA RONCIÈRE, « Une famille florentine au XIV^e siècle : les Velluti », in *Famille et Parenté dans l'Occident médiéval*. Actes du colloque de Paris (6-8 juin 1974), Rome, École française de Rome, « Collection de l'école Française de Rome », 30, 1977, p. 227-248.

autobiographique²⁵ reste évidemment, jusqu'à la fin du Moyen Âge, une prérogative des élites. Quelques livres de raison sont écrits par des marchands de moyenne envergure, comme celui du changeur florentin Lippo di Fede del Sega étudié par Charles-Marie de La Roncière²⁶. Mais l'exemple du registre de la famille Guitard, des paysans de Saint-Anthet, compilé entre 1417 et 1526, reste un cas unique. Comme l'a montré Florent Hautefeuille²⁷, cet ensemble disparate se situe entre le livre de compte, puisqu'il recense nombre de transactions financières réalisées par la famille, et le livre de raison, ce qui se matérialise ici par des notations généalogiques et la reproduction de contrats de mariage dans le volume. Les notices variées qui le composent ont toutes été rédigées par quelqu'un d'extérieur à la famille, qu'il s'agisse de notaires, de prêtres ou de laïcs, ce qui paraît prouver que ces paysans ne savaient pas écrire. Toutefois, la longueur d'utilisation du registre (plus d'un siècle) et le fait que, malgré la variété de son contenu, il ne porte que sur les Guitard, soulignent l'importance accordée par cette famille à ce texte et à la mémoire qu'il préservait. Cette diffusion dans des couches sociales moins élevées de tentatives de conservation de l'histoire familiale propres à l'aristocratie et aux élites urbaines semble toutefois rester très limitée jusqu'à la fin du Moyen Âge et ne paraît donc pas pouvoir être interprétée comme la généralisation de la volonté de représentation de soi. Jusqu'à l'époque

²⁵ Cf. Christiane KLAPISCH-ZUBER, *La Maison et le nom : stratégies et rituels dans l'Italie de la Renaissance*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990 ; *Entre mémoire et histoire : écriture ordinaire et émergence de l'individu*. 134^e Congrès National des Sociétés Historiques et Scientifiques (Bordeaux, 2009), Nicole LEMAITRE et Sylvie MOUYSET (dir.), édition électronique, Éditions du CTHS, 2011.

²⁶ Charles-Marie de LA RONCIÈRE, *Un Changeur florentin du Trecento : Lippo di Fede del Sega (1285 env.-1363 env.)*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1973.

²⁷ Florent HAUTEFEUILLE, « Livre de compte ou livre de raison : le registre d'une famille de paysans quercynois, les Guitard de Saint-Anthet (1417-1526) », in Natacha COQUERY, François MENANT et Florence WEBER (dir.), *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, Éditions de la Rue d'Ulm, 2006.

moderne, l'écriture de soi et la revendication de son identité individuelle reste l'apanage des élites.

L'identité individuelle entre multiplicité et cohérence

Outre une unité synchronique et diachronique improbable, l'identité individuelle suppose également une cohérence qui n'est pas plus évidente, dans la mesure où elle doit subsumer les diverses *personae* qui coexistent en chaque individu. Celui-ci tient en effet dans le jeu social plusieurs rôles, qu'il combine en fonction des situations et des acteurs face auxquels il se trouve : il peut être bourgeois pour la commune, en même temps qu'officier aux yeux d'un pouvoir souverain, marchand pour ses clients, propriétaire pour ses tenanciers, vassal pour son seigneur, s'il est fiefé, époux pour son épouse, et fidèle pour l'Église²⁸. Dans chacune de ces relations, il sera considéré et identifié en fonction du rôle qu'il tient. Les études d'histoire sociale soulignent par conséquent à quel point ces individus ne sont pas réductibles aux catégories taxinomiques dans lesquelles ils sont souvent rangés, mais concilient des appartenances multiples auxquelles les sources se réfèrent d'ailleurs tour à tour. De nombreux travaux ont notamment réfléchi à la multiplicité des rôles endossés par les élites sociales et politiques, amenant entre autres à repenser la définition souvent trop restrictive que l'on donne à la noblesse, ou à remettre en cause des catégories historiographiques telles les « serviteurs de l'État », dont la variété des rôles sociaux souligne qu'ils sont avant tout serviteurs d'eux-mêmes²⁹. L'exemple de Jacques Cœur, marchand français le plus

²⁸ Cf. Robert DESCIMON, « Bourgeois et habitants : réflexions sur les appartenances multiples des Parisiens au XVI^e siècle », *Être parisien, Paris et Île-de-France, Mémoires*, 55 (2004), p. 185-191.

²⁹ En ce qui concerne la noblesse, voir par exemple Guido CASTELNUOVO, « L'identità politica delle nobiltà cittadine (inizio XIII - inizio XVI secolo) », in Renato BORDONE, Guido CASTELNUOVO et Gian Maria VARANINI (dir.), *Le aristocrazie : dai signori rurali al patriziato*, Rome/Bari, Laterza, 2004, p. 195-243. En ce qui concerne les serviteurs

solidement établi dans le Levant, Maître des Monnaies de Bourges, Grand Argentier de Charles VII, propriétaire terrien, ambassadeur auprès du Pape, banquier du roi et de certaines des plus grandes familles aristocratiques françaises, en est sans doute un exemple particulièrement outré.

Il s'en suit que l'identité individuelle suppose une intégration minimale de ces divers rôles sociaux, l'individu pouvant alors choisir dans ses multiples masques celui qui le définira prioritairement. Le nom est probablement le principal garant de cette cohérence. Celui-ci ne change, en principe, ni dans le temps, ni dans l'espace, encore qu'il n'ait pas encore acquis toute la stabilité qu'il aura par la suite. Le baptême, sacrement par lequel le nom semble être imposé à l'enfant³⁰, est l'acte par lequel il naît à l'Église et devient un être social : ce nom fonde, quels que soient les sobriquets ou les noms d'usage qu'il recevra par la suite, l'identité profonde du nouveau-né. La mutation du système anthroponymique qui s'amorce à partir des XI^e et XII^e siècles, avec la fixation progressive du nom patronymique, et, plus largement, l'apparition de nouveaux modes d'identification – armoiries, sceaux, attributs, signatures – disent le souci croissant qu'ont les sociétés médiévales, ses élites notamment, d'exprimer une identité personnelle tout en la situant dans un ensemble d'appartenances familiales et, au fur et à mesure que se développent les titulatures, sociales³¹. La multiplication, à partir du XII^e et surtout du

de l'État, voir, du même, « Service de l'État et identité sociale : les Chambres des comptes princières à la fin du Moyen Âge », *Revue Historique*, CCCIII, 2 (2000), p. 489-510 ; Philippe CONTAMINE, « Le Moyen Âge occidental a-t-il connu des serviteurs de l'État ? », in *Les Serviteurs de l'État au Moyen Âge*. XXIX^e congrès de la S.H.M.E.S.P. (Pau, mai 1998), Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 9-20.

³⁰ Même s'il semble que les deux phénomènes ne soient pas forcément corrélés durant le Haut Moyen Âge, ce qui explique la faible diffusion des prénoms chrétiens à cette époque.

³¹ Cf. Florian MAZEL, « Noms propres, dévolution du nom et dévolution du pouvoir dans l'aristocratie provençale (milieu X^e - fin XII^e siècle) », *Provence historique*, 53 (avril-juin 2003), p. 131-174 ; François MENANT, « Entre la famille et l'État : l'héritage du nom et ses détours dans l'Italie des communes », in Jean-Marie MARTIN et François

XIII^e siècle, de lois somptuaires visant à limiter la diffusion de la consommation d'objets de luxe dans les milieux marchands urbains va dans le même sens³². Ces textes ont le plus souvent pour objet de préserver la lisibilité immédiate de l'identité sociale de chacun en limitant les pratiques ostentatoires à des catégories bien identifiées, comme celles des juges ou des docteurs en droit qui, dans certaines villes, peuvent seuls porter telle ou telle couleur et voir leur cortège funèbre être précédé de flambeaux. Ainsi, les signes extérieurs de l'identité, comme les vêtements, doivent pouvoir être immédiatement interprétés par tous et les brouillages de ces clefs de lecture, comme la diffusion excessive des pratiques somptuaires réservées aux élites, sont énergiquement condamnés par les autorités.

Le nom, marqueur d'identité³³

Le nom s'impose donc peu à peu comme l'un de ces signes extérieurs d'identité. Les premiers siècles du Moyen Âge sont ainsi marqués sur cette question par un héritage double et fortement contradictoire. Les Romains portaient trois noms (*tria nomina*), le *praenomen* ou prénom individuel, le *nomen gentile*, qui désignait la *gens* dans son ensemble et était donc d'usage collectif, et enfin le *cognomen*, ou surnom, qui était au départ propre à chaque individu puis était devenu héréditaire et avait fini par distinguer les différentes branches de la *gens*. Les Germains portent, eux, un seul nom, propre à chaque individu mais issu d'un stock onomastique circonscrit et spécifique aux différentes familles. Ces *Leitnamen*, ou noms-

MENANT (dir.), *Genèse médiévale de l'anthroponymie moderne. L'espace italien*, t. 3, Rome, École française de Rome, 1998, p. 253-270.

³² Cf. *La legislazione suntuaria, secoli XIII-XVI : Emilia-Romagna*, Maria Giuseppina MUZZARELLI (dir.), Rome, Ministero per i beni e le attività culturali, 2002.

³³ Sur cette question de l'anthroponymie médiévale, voir en particulier *Genèse médiévale de l'anthroponymie moderne*, Monique BOURIN (dir.), Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2002 (4 vol.) et *Personal Names Studies of Medieval Europe : Social Identity and Familial Structures*, Georges T. BEECH, Monique BOURIN et Pascal CHAREILLE (dir.), Kalamazoo, Western Michigan University Press, 2002.

souches, sont des éléments en nombre limité qui sont combinés de multiples manières pour permettre à la fois l'identification de l'individu et celle de son groupe familial. C'est cette forme de nom unique qui l'emporte au Haut Moyen Âge et dont l'étude a permis aux historiens de découvrir certains des réseaux d'alliance de l'aristocratie de cette période. Le choix de telle ou telle combinaison portée par un ancêtre glorieux a aussi pu être interprété comme l'indice d'une certaine forme de projection de soi. Toutefois, dès l'époque carolingienne, le système se sclérose et, si le nom reste unique, il n'est plus du tout systématiquement germanique. Les noms latins, les sobriquets et surtout les noms de saints se multiplient, ce qui fait perdre au nom personnel sa capacité à renvoyer également au groupe familial.

Le choix de ce nom personnel continue toutefois pendant un certain temps d'être une occasion de revendication identitaire. Ainsi, jusqu'au XII^e siècle, les noms favorisés par les dynasties princières restent des sources d'inspiration pour les populations, qui manifestent ainsi leur enracinement géographique et leur allégeance dynastique. Eudes, Robert et Hugues dominent dans la France du Nord, accompagnés de Geoffroy en Anjou et de Baudouin en Flandres. Ils sont par contre quasiment inexistants dans le Midi, où Raymond, Guillaume et Bernard, les noms des seigneurs locaux, sont privilégiés. La christianisation des prénoms suit donc très tardivement la conversion des populations, puisque c'est seulement à partir du XI^e siècle qu'on constate une véritable généralisation de l'usage de noms personnels chrétiens. Cette diffusion s'accompagne d'une relative standardisation des usages et, dans tout l'Occident, quelques prénoms s'imposent comme Pierre, Jean, Paul et Mathieu puis, après l'apparition des ordres mendiants, comme François et Antoine. Les noms de saints locaux sont eux beaucoup plus rares, même s'ils ne disparaissent jamais totalement.

Des phénomènes de mode apparaissent toutefois, qui font du choix du nom personnel un marqueur plus ou moins volontaire de l'identité sociale. Les membres de l'aristocratie privilégient les noms germaniques, considérés comme archaïques, et ceux issus de la littérature épique, comme Roland ou Olivier. En Italie, ce sont les noms normands comme Tancrède ou Guiscard qui ont leurs faveurs, suite à la conquête. Plus généralement, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, on constate à Florence que le patriciat urbain nomme ses enfants Philippe et Antoine mais délaisse Martin, désormais considéré comme injurieux en ville, alors qu'il reste très usité dans le *contado*. De manière générale, des études comme celle de Christiane Klapisch-Zuber et de Daniel Herlihy sur le *Catasto* florentin de 1427 ont souligné le retard des milieux les plus défavorisés, en particulier ruraux, dans l'acquisition des modes onomastiques nées dans les centres urbains et au sein de l'aristocratie³⁴.

On voit également apparaître dans certains cas un deuxième élément individuel, comme la référence au nom du père. Dans le royaume de France, le nom à deux éléments se diffuse dès le XII^e siècle, mais le deuxième élément ne semble devenir héréditaire, et donc prendre la fonction de nom de famille, que plus tardivement, vers la fin du XIII^e siècle. En Italie, les évolutions sont encore plus tardives, puisque le deuxième élément n'est pas héréditaire partout à l'époque moderne. Certaines familles du patriciat urbain développent par ailleurs des noms encore plus compliqués, où sont parfois identifiées aussi bien la famille dans son ensemble que la branche particulière à laquelle l'individu appartient. Le nom acquiert alors des fonctions variées et parfois complexes : il doit non seulement permettre d'identifier l'individu, mais également le rattacher à l'une des branches du lignage familial, tout en

³⁴ Christiane KLAPISCH-ZUBER et Daniel HERLIHY, *Les Toscans et leur famille. Une étude du Catasto florentin de 1427*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1978.

manifestant la puissance de ce dernier. Dans les noms plus simples, le deuxième élément est en général inspiré par le lieu d'origine ou de résidence de celui qui le porte, par le nom ou le surnom de son père, par le métier qu'il exerce ou par un sobriquet qu'il a reçu. Sa fixation peut être l'occasion d'une véritable stratégie de distinction et donc d'affirmation identitaire, particulièrement au sein des milieux sociaux les plus favorisés, mais pas uniquement. François Menant et Jean-Marie Martin ont bien montré en effet l'inventivité onomastique qui caractérisait l'Italie du centre et du Nord entre le XI^e et le XIII^e siècle, au moment où l'usage du nom à deux éléments commence à se généraliser³⁵. La liste des Florentins engagés dans la bataille de Montaperti en 1260 révèle que 28% d'entre eux portaient des noms exclusifs, dont la plupart étaient des sobriquets³⁶. Une minorité importante de ces derniers étaient péjoratifs, voire scatologiques dans le cas des familles de l'aristocratie communale milanaise et crémonaise étudiées par François Menant³⁷. Pourtant, ils se figent en noms de famille, deviennent héréditaires et prennent, dans un certain nombre de cas, une valeur identitaire au même titre que les surnoms plus positifs *Salinguerra*, *Vincicastello* ou *Cazanemicus* de certaines familles aristocratiques de tradition militaire. À la fin du Moyen Âge, les cas nombreux de changement de nom chez des individus qui décident de se faire naturaliser après une installation à l'étranger signalent également la valeur identitaire

³⁵ Voir Florian MAZEL, « Noms propres, dévolution du nom et dévolution du pouvoir... », art. cit. et François MENANT, « Entre la famille et l'État... », art. cit.

³⁶ Cf. Olof BRATTÖ, *Nuovi studi di antroponimia fiorentina. I nomi meno frequenti del Libro di Montaperti (An. MCCLX)*, Stockholm, Almqvist et Wiksell, 1955.

³⁷ François MENANT, « Une forme de distinction inattendue : l'anthroponymie scatologique de l'élite communale lombarde », in Didier BOISSEUIL, Pierre CHASTANG, Laurent FELLER et Joseph MORSEL (dir.), *Écritures de l'espace social. Mélanges d'histoire médiévale offerts à Monique Bourin*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010.

prise par le patronyme, qui sert alors aussi à révéler l'origine géographique des individus³⁸.

L'identité comme rapport social : de l'idéité à l'identification

Au-delà d'une expérience individuelle souvent délicate à restituer, l'identité est également un phénomène social. Dans le sillon d'une sociologie qui a radicalement reconsidéré son objet d'étude en le centrant sur les liens sociaux davantage que sur des catégories sociales largement artificielles, la notion d'identité a été largement redéfinie : refusant de la considérer comme une nature et de se borner à en étudier le contenu, les chercheurs l'appréhendent désormais plus volontiers comme une pratique et préfèrent considérer les assignations identitaires comme des produits de l'interaction entre acteurs sociaux³⁹.

L'identité singulière ainsi définie ne peut exister en soi, mais ne se conçoit, ne naît et ne s'exprime que dans le rapport à autrui, se reformulant au gré des recompositions sociales. Elle se forme dans un double mouvement de relation au semblable, sur le mode de la variation par rapport à un modèle de référence, et de rencontre avec l'autre, souvent marquée par une conflictualité qui permet dans un mouvement réflexif de mieux saisir la singularité de sa propre identité individuelle ou collective. Le regard d'autrui est notamment essentiel à l'éclosion de cette identité, dans la mesure où il lui confère une reconnaissance que le sujet ne saurait

³⁸ On peut penser par exemple à la famille florentine Tecchini qui, au XV^e siècle, une fois naturalisée à Barcelone, transforme son nom en Taquí. Voir Maria Elisa SOLDANI, *Uomini d'affari e mercanti toscani nella Barcellona del Quattrocento*, Barcelone, CSIC, 2010, p. 81.

³⁹ En ce qui concerne la sociologie historique, voir Bernard LEPETIT, « Histoire des pratiques, pratiques de l'histoire », in Bernard LEPETIT (dir.), *Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 9-22 et Thierry DUTOIR, « La fécondité d'un tournant historiographique. Perspectives d'analyse interactionnistes et histoire médiévale », in Pascale LABORIER et Danny TROM (dir.), *L'Historicité de l'action publique. Activités pratiques et histoire des dispositifs publics* (Amiens, 5-6 octobre 2000), Paris, Presses Universitaires de France, 2002.

établir lui-même. Le regard de ses semblables, tout d'abord, est un vecteur d'intégration identitaire indispensable pour qui revendique une appartenance : le cas est particulièrement clair en ce qui concerne la noblesse, essentiellement fondée (avant qu'elle ne devienne une définition politique et juridique) sur la reconnaissance entre pairs : est noble qui est réputé noble et considéré comme tel par ses semblables.

Le regard de l'autre n'est pas moins indispensable, car, dès lors que l'identité est définie comme le produit d'un rapport social, alors elle est également affectée par les équilibres sociaux qui marquent ces rapports. Pierre Bourdieu, dans son article sur l'idée de région⁴⁰, pense les identités comme le fruit d'une lutte de pouvoir où ceux qui occupent une position d'autorité disposent d'une capacité à définir et à classer (qu'il s'agisse de milieux sociaux ou de frontières territoriales) d'autant plus efficace. Leur parole performative permet donc à certains individus, groupes ou institutions de faire et de défaire les ensembles, qu'ils soient géographiques, comme les régions, ou sociaux. De fait, chaque groupe identitaire a une capacité variable à affirmer et faire reconnaître son identité : les élites politiques et sociales sont davantage en mesure d'imposer les représentations qu'elles ont d'elles-mêmes que ceux qu'elles dominent. Leur capacité à définir les éléments de leur propre identité et surtout à les projeter, et donc à les imposer, par les diverses manifestations scripturaires, iconographiques ou rituelles à leur disposition se double d'une capacité à organiser, nommer et identifier ceux qui sont exclus de cette identité. On peut ici penser au discours de la noblesse sur elle-même et à la mise en scène de ses valeurs idéales par l'adoption d'un style de vie comme à travers le développement d'une littérature et de rituels courtois, ou, plus tard, à la construction discursive d'une noblesse de mérite par ceux qui

⁴⁰ Pierre BOURDIEU, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35 (1980), p. 63-72.

finiront par imposer l'adéquation entre savoir et honorabilité⁴¹. Toutefois, la noblesse elle-même n'est pas toujours à l'abri de se voir imposer de l'extérieur un modèle de comportement, comme en témoignent les tentatives plus ou moins abouties des milieux ecclésiastiques d'imposer des figures comme celles de Géraud d'Aurillac⁴², seigneur auvergnat qui resta chaste et servit l'Église toute son existence, ou d'Ansoud⁴³, chevalier normand qui finit sa vie tonsuré dans un monastère, comme parangons des vertus chevaleresques, à un moment où l'Église cherche à limiter la violence nobiliaire et à imposer les valeurs de la paix de Dieu.

Les discours que produisent plus généralement sur la société ces groupes doués d'une légitimité discursive leur permettent de justifier la place qu'ils s'y attribuent : c'est le cas des discours cléricaux, qui ont construit et confirmé, en distinguant clercs et laïcs, la supériorité morale des premiers sur les seconds ; c'est le cas encore des nombreux discours qui ont, à partir des catégories d'Adalbéron de Laon et de Gérard de Cambrai, triparti les hommes en *ordines*, et organisé la société en catégories plus ou moins fines de *potentes* et *pauperes*⁴⁴. Le Haut Moyen Âge avait vu s'imposer l'image d'une chrétienté universelle rassemblant l'ensemble des croyants dans un corps unique dont le Christ serait la tête. Chez Isidore de Séville, l'*ecclesia*, la communauté des fidèles, devient un concept politique autant que religieux et fait de l'Église l'héritière de l'universalisme de l'Empire romain. Les concepts d'*ecclesia* et de *populus romanus* font donc de la foi catholique le fondement principal

⁴¹ Cf. Thierry KOUAMÉ et Laurent TOURNIER, « L'honneur des docteurs. Statut social et identité professionnelle chez les universitaires parisiens à la fin du Moyen Âge », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 71 (1998), p. 13-36.

⁴² Cf. ODON DE CLUNY, *Vita Sancti Geraldii Auriliacensis*, Anne-Marie BULTOT-VERLEYSEN (éd.), Bruxelles, Société des Bollandistes, 2009.

⁴³ Cf. ORDERIC VITAL, *Histoire ecclésiastique*, Auguste LE PRÉVOST (éd.), Paris, Renouard, 1840 (2 tomes), Livre V, chap. 19, p. 446-461.

⁴⁴ Cf. Régine LE JAN, François BOUGARD et Dominique IOGNA-PRAT, *Hiérarchie et stratification sociale dans l'Occident médiéval (400-1100)*, Turnhout, Brepols, 2008.

de l'identité des chrétiens, l'appartenance à tel ou tel peuple ne venant qu'en second. Au IX^e siècle, le discours ecclésiastique insiste sur l'unité et sur l'universalité du peuple chrétien comme en témoignent l'*Institution des clercs* de Raban Maur et les actes du concile de Paris de 829. Toutefois, comme l'ont montré Dominique Iogna-Prat et Édmond Ortigues⁴⁵, à la même époque, commence à s'imposer une lecture religieuse de la division tri-partite indo-européenne mise en valeur dans l'étude célèbre de Georges Dumézil⁴⁶. À partir des interprétations augustinienne et isidorienne du verset d'Ézéchiél qui fait de Noé, Daniel et Job les trois justes qui seront sauvés lors du Jugement Dernier⁴⁷, Haymon puis Heiric, deux écolâtres de l'abbaye Saint-Germain d'Auxerre, réinterprètent la tripartition fonctionnelle classique en distinguant pour Haymon l'ordre des *sacerdotes*, celui des *milites* et celui des *agricultores*, pour Heiric l'ordre des *oratores*, celui des *belligerantes* et celui des *agricolantes*. Dans les deux cas, la société chrétienne est désormais divisée en trois ordres, qui remplissent tous un ministère indispensable à son bon fonctionnement. L'identité de chacun y est donc également déterminée par l'appartenance à l'un de ces trois ensembles et le chemin vers la sainteté passe par le plein accomplissement du rôle ainsi défini. Cette tripartition ainsi que celle qui distingue au sein de la société chrétienne l'ordre des époux, celui des veufs et celui des vierges consacrées, visent à imposer une vision hiérarchisée de l'*ecclesia*, où le mode de vie monastique s'érige en modèle pour le reste de la société et fait de ses valeurs les vertus chrétiennes par excellence.

⁴⁵ Dominique IOGNA-PRAT, « Le “baptême” du schéma des trois ordres fonctionnels. L'apport de l'école d'Auxerre dans la seconde moitié du IX^e siècle », *Annales ESC*, 41, 1 (1986), p. 101-126 ; Édmond ORTIGUES, « Haymon d'Auxerre, théoricien des trois ordres », in Dominique IOGNA-PRAT, Colette JEUDY et Guy LOBRICHON (dir.), *L'École carolingienne d'Auxerre. De Murethach à Remi (830-908)*, Paris, Beauschene, 1991, p. 181-227.

⁴⁶ Georges DUMÉZIL, *L'Idéologie tripartite des Indo-européens*, Bruxelles, Latomus, 1958 et *Les Dieux souverains des Indo-européens*, Paris, Gallimard, 1977.

⁴⁷ Ézéchiél, XIV, 13-14.

L'identité chrétienne, de une, se fait à son tour multiple et se révèle elle aussi être le fruit d'une lutte de pouvoir.

Là où les élites sociales, culturelles et politiques étaient donc en mesure de définir leur propre identité, les groupes sociaux qu'elles dominaient étaient au contraire définis de l'extérieur, essentiellement par défaut – par ce qu'ils n'étaient pas – ou de manière relative, par rapport à d'autres catégories sociales. Là où la noblesse est capable de tirer d'elle-même sa propre définition et sa reconnaissance, le *commun* ou le *popolo*, par exemple, sont définis par et par rapport aux élites urbaines, non pas en fonction de caractéristiques communes – il s'agit d'ensembles très hétérogènes – mais par leur absence de notabilité ou par leur exclusion du pouvoir. Alors que dans les premiers siècles du Moyen Âge le terme *populus* désignait en effet l'ensemble de la communauté, que celle-ci soit la communauté universelle des chrétiens ou qu'elle se limite à l'espace d'une ville, à partir de la fin du XII^e siècle et alors que le *popolo* devient un acteur de la vie politique dans l'Italie des communes, le terme prend une coloration nouvelle et ne définit plus que par défaut. Désormais, il désigne principalement ceux qui, socialement, n'appartiennent pas à l'aristocratie et qui, politiquement, sont exclus des régimes consulaires, comme en témoigne l'emploi de ce terme dans l'œuvre de Thomas d'Aquin⁴⁸. On touche là à l'identité, définie par Jean-Claude Schmitt comme imposition sociale de l'identité née d'une interaction interindividuelle.

⁴⁸ Cf. Pierre BOGLIONI, « *Populus, vulgus* et termes apparentés chez Thomas d'Aquin », in Pierre BOGLIONI, Robert DELORT et Claude GAUVARD (dir.), *Le Petit peuple dans l'Occident médiéval. Terminologies, perceptions, réalités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 69-100.

Autorité et identité : naissance de l'État et affinement des définitions identitaires

On touche également à la question de l'identification, c'est-à-dire à la manière dont un individu est appréhendé par son entourage, question étroitement liée à l'autorité à laquelle la société reconnaît le droit d'énoncer les catégories d'appartenance. La capacité à imposer des catégories d'identification est éminemment politique. Elle a même, à l'origine, quelque chose de divin : nommer est un geste sacré qui organise le monde. Au commencement, Dieu crée lumière. Mais il lui faut séparer la lumière des ténèbres et nommer l'un et l'autre – jour, nuit – pour que la Création puisse s'ordonner, au fur et à mesure que sont séparés et nommés le firmament, la terre, les mers. Ce pouvoir est ensuite conféré à l'homme, auquel sont amenés les animaux sauvages et les oiseaux du ciel, afin qu'il les nomme.

Ce pouvoir de nommer, qui inclut mais peut aussi exclure ou mettre à distance, est étroitement lié au regard de l'autorité qui l'exerce⁴⁹. L'identification est donc une construction subjective davantage que l'expression d'une réalité objective indépendante de son énonciation : elle n'est jamais neutre, jamais anodine. Christiane Klapisch-Zuber met parfaitement en lumière la construction identitaire d'un groupe – celui des magnats – dont l'existence a été créée de toutes pièces par la commune florentine lorsqu'au XIII^e siècle, afin de mettre au pas des groupes familiaux perçus comme turbulents, elle se mit à dresser des listes de

⁴⁹ Cf. Benoît CURSENTE, « Pouvoir des noms et pouvoir de nommer dans une seigneurie gasconne du XI^e siècle », in Claudie DUHAMEL-AMADO et Guy LOBRICHON (dir.) ; *Georges Duby. L'Écriture de l'Histoire*, Bruxelles, De Boeck Université, 1996, p. 109-117 ; Régine LE JAN, « Nommer/identifier ou la puissance du nom dans la société du Haut Moyen Âge », *Des Noms et des hommes. L'homme et ses désignations des sociétés antiques à l'identifiant chiffré. Sources. Travaux historiques*, 45-46 (1998), p. 47-56.

magnats dont elle restreignit les droits civiques et auxquels elle imposa son contrôle. Ce groupe n'avait aucune cohérence sociale et la commune elle-même peinait à définir les critères qui en définissaient les contours, mais il finit par intérioriser le profil moral qu'on lui avait imposé et se mit, dès le XV^e siècle, à revendiquer son statut comme signe de distinction sociale⁵⁰.

Là encore, les derniers siècles du Moyen Âge portent des évolutions majeures. La structuration de pouvoirs territoriaux pour lesquels il importe de pouvoir recenser et identifier les hommes sur lesquels ils exercent leur autorité, ne serait-ce que pour exiger d'eux la contribution fiscale qui leur est due, bouleverse les modes d'identifications. Le témoignage et l'interconnaissance, qui ne permettaient d'identifier les hommes que sur des espaces et des séquences temporelles réduits, ne suffisent plus à répondre aux nécessités de pouvoirs structurés à plus vaste échelle : leur succèdent d'autres pratiques qui, fondées sur l'écrit, pallient à ses inconvénients et transforment les catégories d'identification, affinées et de plus en plus fréquemment structurées autour du nom patronymique. L'apparition du nom à deux éléments répond ainsi à plusieurs exigences : la première d'entre elles est bien sûr cette volonté croissante d'encadrement manifestée par les différentes sources d'autorité comme les seigneuries rurales, les autorités urbaines ou encore les administrations royales, dans le but d'établir des listes les plus exhaustives possibles de contribuables et de sujets. Le contrôle de la mobilité des populations, en particulier des artisans qualifiés des villes d'Italie ou de Flandres pour éviter que les secrets industriels ne se diffusent, mais également des marchands dans l'espace méditerranéen, est un autre motif de la diffusion du nom double et explique pourquoi ce dernier se répand d'abord parmi les élites et les habitants des

⁵⁰ Christiane KLAPISCH-ZUBER, « La construction de l'identité sociale. Les magnats dans la Florence de la fin du Moyen Âge », in *Les Formes de l'expérience...*, *op. cit.*, p. 151-164.

viles. Le développement du recours à l'écrit dans les milieux marchands, la multiplication des notaires dans l'Europe méditerranéenne, ainsi que l'affirmation de la valeur judiciaire de la preuve écrite dans le même espace accentuent encore ce phénomène de standardisation et de stabilisation de l'onomastique médiévale. Ce besoin accru d'identification se manifeste enfin dans l'apparition et le développement de papiers permettant aux individus de prouver leur origine. Ainsi, Maria Elisa Soldani, dans son étude sur les marchands toscans de Barcelone⁵¹, signale l'existence, au XV^e siècle, de cartes de citoyenneté prouvant, au même titre que les sauf-conduits royaux, la communauté d'appartenance des marchands étrangers. L'identification ne vise plus à une description idéale de la société mais répond dorénavant à des impératifs pragmatiques ; elle n'a plus pour principal objet des catégories artificielles détachées de toute réalité mais cherche désormais à atteindre la famille nucléaire et l'individu dans leur existence économique et sociale, imposant ainsi progressivement une nouvelle lecture, politique et non plus religieuse, de l'identité.

⁵¹ Maria Elisa SOLDANI, *Uomini d'affari e mercanti toscani nella Barcellona del Quattrocento*, op. cit.